

Compte-rendu du CTL du 19 février 2015

Après le CTL suppression d'emplois du mois dernier, vos élus de Solidaires Finances Publiques 59 siégeaient pour aborder les thèmes suivants :

- Le budget de la DRFiP 59
- Les modifications d'horaires d'ouverture au public
- La convention sur les dégagements et approvisionnements des postes comptables avec la Banque Postale

Présentation du budget 2015

Le Président ouvre le sujet en expliquant qu'il s'agit d'une simple information du CTL (et non d'une consultation) car le budget de la DRFiP est désormais une unité organisationnelle du Budget Opérationnel de Programme (BOP) 156, qui est soumis au vote du Comité Technique de Réseau (CTR) au niveau national.

La DRFiP Nord présente à nouveau un budget en diminution par rapport à l'année précédente.

Sans autre alternative que la méthode Coué, notre direction locale voudrait nous donner foi en la rationalisation sans fin et l'économie perpétuelle de bouts de chandelles.

Pour Solidaires Finances Publiques, le budget 2015 est au mieux très optimiste (doit-on espérer un hiver clément pour économiser du chauffage ?), au pire irréaliste. Nos dirigeants feindraient-ils d'ignorer le principe de sincérité budgétaire ?

Par exemple, la DRFiP anticipe de nouvelles économies hypothétiques en matière d'affranchissement, malgré les hausses tarifaires de La Poste.

Autre exemple criant, celui des frais de déplacement dont le budget paraît clairement sous-estimé. En effet, l'organisation de formations présentielle à l'application FDD, conformément à la demande faite par Solidaires Finances Publiques dès la première présentation de ce nouveau logiciel lors du CTL du 13 juin 2014, permettra enfin aux agents d'accéder au remboursement de leurs frais.

De plus, la note nationale du 23 janvier 2015, qui fixe la résidence administrative des agents des équipes de renfort au site le plus proche de leur domicile, va faire exploser ce poste de dépenses. Parade de l'administration : en appeler au civisme et à la raison des agents pour modérer (ou même pour renoncer à) leurs demandes de remboursement de frais de repas !

En liminaire, Solidaires Finances Publiques a demandé la communication des travaux réalisés en 2014 au titre du BOP 309 régional, destiné aux gros travaux immobiliers. Ce budget géré par le Préfet de Région est abondé nationalement au prorata des surfaces occupées par les services de chaque ministère. Dans le Nord, la DRFiP devrait donc obtenir 25 % de l'enveloppe de 5 millions d'euros. Or, elle n'a bénéficié que de 700 000 €. Ainsi, notre direction « veille au grain »... mais avec quelques problèmes arithmétiques.

Nous avons également demandé quelle était la déclinaison locale du Plan Urgence Sécurité, doté de 2 millions d'euros pour l'ensemble de la DGFIP. En 2014, la Trésorerie d'Halluin a bénéficié de travaux de sécurisation à ce titre. En 2015, ce sera le tour de la Trésorerie de Saint-André-lez-Lille. Sur ce même sujet, des travaux sont sérieusement envisagés pour la Trésorerie de Bavay.

Malgré le refus obstiné de la Direction de recueillir formellement l'avis du CTL, vos représentants de Solidaires Finances Publiques se sont exprimés contre le budget 2015.

Dispositif départemental d'aménagement des horaires d'ouverture au public.

Lors du CTL d'adaptation du réseau du 21 janvier 2015, le Président avait présenté le projet de modifications des horaires d'ouverture au public. A cette occasion, les choix offerts aux agents lors du vote étaient clairement énumérés : le mardi, le jeudi ou pas de changement. Le lendemain, le dispositif était exposé aux chefs de service. La fiche de présentation indique « possibilité de fermer le mardi ou le jeudi toute la journée » sans citer la possibilité de rester ouvert. Les organisations syndicales ont tenu à souligner ce double discours en lisant une motion commune avant le début des débats. En réponse à cette motion, le Président a précisé que les agents pourraient voter pour fermer le mardi ou le jeudi ou conserver les jours d'ouverture actuels.

- *Modalités du scrutin*

Le scrutin se déroulera du 15 au 30 mars 2015. Le matériel de vote sera fourni par la Direction.

Les agents consultés seront les agents titulaires en poste dans des services qui reçoivent du public : trésoreries, SIP, SIE, SIP-E, SPF et CDIF. La possibilité offerte aux agents techniques qui peuvent être en contact avec le public (ouverture/fermeture des portes...) sera étudiée.

A la Cité Administrative de Lille, il y aura 2 scrutins : un pour les SPF et un autre pour les SIP et SIE. Les agents de la Direction ne voteront pas, aucune journée de fermeture hebdomadaire n'y étant envisagée.



Les résultats seront analysés service par service à la majorité simple. Si l'ensemble des services d'un même site se prononce pour la même option, celle-ci sera adoptée. Dans le cas contraire, aucun changement n'interviendra jusqu'à ce que la situation soit examinée en Direction. Nous resterons vigilant sur le constat qui en sera tiré.

- *Impact sur les primes*

Une précision importante a été apportée concernant les primes de caisse et d'accueil : leur montant sera bien entendu diminué au prorata des jours de fermeture.

La Direction a affirmé que les personnes dédiées à l'accueil auraient pour mission de renforcer les équipes de « back-office » (SIP) les jours de fermeture et que l'accueil téléphonique généraliste n'était pas concerné. Ces nouvelles dispositions ne devraient pas s'appliquer aux standardistes des gros sites pour lesquels rien ne change.

Solidaires Finances Publiques a fait valoir que cette proposition trouvait son origine dans les suppressions d'emplois et a voté contre ce dispositif qui est une régression du service public.

Convention Banque Postale (BP)

La BP ne peut plus offrir la même amplitude horaire de réception des fonds des postes comptables. De ce fait 22 postes devront désormais procéder à leur dégagement/approvisionnement au guichet de BP non plus sur une possibilité de 5 jours par semaine mais 3 à 4 suivant leur taille. Pour les autres, ce seront les transporteurs de fonds qui procéderont à l'acheminement du numéraire. La Direction du Nord a abandonné la solution des automates dans un souci de préservation de la sécurité des personnes amenées à dégager les fonds au guichet de la BP.

Les 4 postes comptables qui étaient concernés bénéficieront donc eux aussi du transport de fonds.

Solidaires Finances Publiques a pointé la rigidité de ce nouveau dispositif et a demandé s'il était envisagé un assouplissement au moment des échéances. Il n'y en aura pas !

En **questions diverses**, Solidaires Finances Publiques a évoqué la campagne de révision des valeurs locatives des locaux des particuliers. Malgré la mise en place d'une cellule d'assistance dédiée, vos élus ont dénoncé l'aveuglement de la DRFiP qui minimise, voire nie, l'impact sur les services de base alors que la révision des locaux professionnels avait fortement perturbé les SIE. Que ce soient les SIP ou les trésoreries de proximité, les services, déjà surchargés, sont mis à contribution depuis le lundi 16 février. Nous avons demandé un bilan à l'issue de cette campagne.

